

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 21 (1903)
Heft: 359

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 17.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnement:

Schweiz: Jährlich Fr. 6.
2tes Semester . . . 3.
Ausland: Zuschlag des Porto.
Es kann nur bei der Post
abonniert werden.

Prix einzelner Nummern 10 Cts.

Abonnements:

Suisse: un an . . . fr. 6.
2^e semestre . . . 3.
Etranger: Plus frais de port.
On s'abonne exclusivement
aux offices postaux.

Prix du numéro 10 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich,
ausgenommen Sonn- und Feiertage.

Redaktion und Administration
im Eidgenössischen Handelsdepartement.

Rédaction et Administration
au Département fédéral du commerce.

Paraît 1 à 2 fois par jour,
Les dimanches et jours de fête exceptés.

Annoncen-Pacht: **Rudolf Mosse**, Zürich, Bern etc.
Insertionspreis: 25 Cts. die viergespaltene Borgszeitze (für das Ausland 35 Cts.).

Régie des annonces: **Rodolphe Mosse**, Zurich, Berne, etc.
Prix d'insertion: 25 cts. la ligne d'un quart de page (pour l'étranger 35 cts.).

Inhalt — Sommaire

Abhanden gekommene Werttitel. — Titres disparus. — Domicile juridique (Rechtsdomizil). — Handelsregister. — Register du commerce. — Fabrik- und Handelsmarken. — Marques de fabrique et de commerce. — Wirtschaftliche Lage Amerikas. — Einfuhr in den freien Verkehr der Schweiz. — Importation dans la circulation libre de la Suisse. — Ladefähigkeit der Güterwagen.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Abhanden gekommene Werttitel. — Titres disparus. — Titoli smarriti.

Es werden die Aktienscheine der Toggenburger-Bahn in Liquidation Nr. 7568, 7569, 7570 und 7571 vermisst.

Zufolge Beschlusses des Bezirksgerichtes Altotoggenburg vom 14. März 1903 ergeht hiemit, unter Androhung der Amortisation, die Aufforderung, genannte Aktienscheine, innert drei Jahren a dato beim Präsidenten genannten Gerichtes vorzuweisen. (W. 15^a)

Kirchberg, den 17. März 1903.

Die Bezirksgerichtskanzlei Altotoggenburg.

Kapitalbrief Nr. 17960 im Betrage von Fr. 5,250, à 100 Rp., mit Fr. 3,180 Vorgang, unaufkündbar, mit zwei liegenden Zinsen, d. d. 17. Dezember 1816, haftend auf der Heimat Nr. 78/59 «Marodes» am Hirschberg, Bezirk Rüte, wird vermisst. (W. 54^a)

Der allfällige Inhaber dieses Titels wird aufgefordert, denselben innert 6 Monaten a dato auf unterzogener Stelle einzureichen, sonst wird solcher als amortisiert im Pfandprotokoll gestrichen.

Appenzell, den 15. Juni 1903.

Die Landeskanzlei.

Ensuite d'ordonnance en date de ce jour du président du tribunal de la Sarine, à Fribourg, sommation est faite au détenteur inconnu des obligations suivantes de la Banque de l'Etat de Fribourg, de fr. 100 chacune, de l'emprunt 2% de 1895, nos 36683, 75332, 38242, à les produire au greffe du tribunal de la Sarine, à Fribourg, dans le délai de trois ans à partir de la première publication du présent avis, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. (W. 77^a)

Fribourg, le 17 septembre 1903.

Le greffier: M. Berset.

Par ordonnance du président du tribunal de la Sarine, à Fribourg, en date de ce jour, sommation est faite au détenteur inconnu des titres suivants: Obligations 3 1/2% du Canton de Fribourg de 1887, de fr. 1000, nos 2955, 2957 et 3826, sans feuilles de coupons, d'avoir à les produire au greffe du tribunal de la Sarine, à Fribourg, dans le délai de trois ans à partir de la première publication du présent avis, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. (W. 78^a)

Fribourg, le 17 septembre 1903.

Le greffier: M. Berset.

Rechtsdomizile. — Domiciles juridiques. — Domicilio legale.

„L'URBAINE“, compagnie française d'assurances contre l'incendie, à Paris.

Canton d'Argovie. Le domicile juridique est établi chez Monsieur Frey, «Café Banks», à Aarau. (D. 105)

Au nom de la compagnie,
Le mandataire général: Henri Fazy.

Handelsregister. — Register du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister. — I. Register principal. — I. Registro principale.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

1903. 15. September. Eintragung von Amteswegen auf Grund der Verfügung des kantonalen Registerführers gemäss Art. 26, Al. 2, der Verordnung vom 6. Mai 1890:

Inhaber der Firma Franz Anton Egger in Eggersriet ist Franz Anton Egger, von und in Eggersriet. Käserel und Landwirtschaft. Egg-Eggersriet.

16. September. Amtliche Eintragung nach Art. 26 der Verordnung vom 6. Mai 1890:

Inhaber der Firma Heinrich Roth in Wattwil ist Heinrich Roth, von Hemberg, in Wattwil. Gasthaus und Fuhrhaltereil. Z. Sonne.

Waadt — Vaud — Val

Bureau d'Echallens.

1903. 10. septembre. La maison Jules Thelin, à Biolley-Orjulaz (F. o. s. du c. du 5 juin 1891, n° 128, page 522), est radiée ensuite de renonciation du titulaire.

Bureau de Lausanne.

15 septembre. Le chef de la maison Ch^s Dasen, à Lausanne, est Charles Dasen, de Berne, domicilié à Lausanne. Genre de commerce: Confections pour employés de chemins de fer. Bureau et atelier: à Rosemont.

Bureau de Moudon.

14 septembre. La raison L^s Vaney, à Lucens (F. o. s. du c. du 15 janvier 1897, page 49), est radiée ensuite de décès du titulaire.

14 septembre. Le chef de la raison Vaney-Edouard, à Lucens (F. o. s. du c. du 18 juin 1902, page 929), fait inscrire qu'ensuite d'adjonction son genre d'affaires actuel est: Exploitation de l'Hôtel de la gare, voiturier-camionneur, commerce de bois et de paille.

Genf — Genève — Ginevra

Rectification. L'inscription parue dans la F. o. s. du c. du 1^{er} septembre 1903, page 1353, au nom de la Société anonyme des anciens établissements d'horticulture Thibaud-Lyand, à Genève, est rectifiée dans sa seconde ligne où il faut lire: 11 juillet 1903 (au lieu de 1893).

1903. 14 septembre. La raison B. Turconi, à Genève (F. o. s. du c. du 19 mars 1885, page 218), est radiée ensuite du décès du titulaire.

La maison est continuée, dès le 4 mai 1903, avec reprise de l'actif et du passif, sous la raison A. Turconi, à Genève, par le fils du précédent, Alois Turconi, d'origine tessinoise, domiciliée à Plainpalais. Genre d'affaires: Vitrierie, encadrements, glaces et stores. Locaux: 28, Rue de Saint-Léger.

14 septembre. La société en nom collectif Reggiani et Graf, à Genève (F. o. s. du c. du 20 novembre 1902, page 1638), est déclarée dissoute dès le 14 septembre 1903.

La maison est continuée, dès la susdite date, avec reprise de l'actif et du passif et sous la raison L. Reggiani, à Genève, par l'associé Laurent Reggiani, d'origine italienne, domicilié à Genève. Genre d'affaires: Imprimerie typographique, à l'enseigne: «Imprimerie Commerciale». Locaux: 9 Rue Necker.

14 septembre. Dans son assemblée générale du 1^{er} septembre 1903, la société dite Société Cantonale et Fédérale de Gymnastique, Section de Lancy ayant son siège à Lancy, a complété ses statuts, en sorte que la déclaration primitive, publiée dans la F. o. s. du c. du 31 août 1903, page 1349, se trouve modifiée comme suit dans sa septième ligne, où il faut lire: «Ses statuts portent la date du 20 août 1887, et ont été révisés le 2 août 1903.» La suite sans changements.

Eidg. Amt für geistiges Eigentum. — Bureau fédéral de la propriété intellectuelle.

Marken. — Marques.

Eintragungen. — Enregistrements.

Nr. 16363. — 12. September 1903, 8 Uhr.

Friedrich Fischer, Kaufmann,
Basel (Schweiz).

Aeusserliches Pferdemitel.



N° 16364. — 31 août 1903, 8 h.

Ch^s Rode-Stucky, fabricant,
Chaux-de-Fonds (Suisse).

Montres, parties de montres et étuis.



Nr. 16365. — 11. September 1903, 6 Uhr.

American German Hopkos Company mit beschränkter Haftung, Fabrik,
Hamburg (Deutschland).

Alkoholfreie Erfrischungsgetränke.

Hopkos

Nr. 16366. — 12. September 1903, 12 Uhr.

Fritschi-Gisler, Kaufmann,
Embrach (Schweiz).Zigarren und Tabak.
(Erneuerung von Nr. 617.)

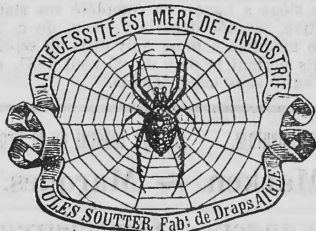
Nr. 16367. — 12. September 1903, 12 Uhr.

Deutsche Corset Company Oscar Cohn & Co, Fabrikanten,
Berlin (Deutschland).

Korsetts.



N° 16368. — 14 septembre 1903, 8 h.

Jules Soutter, fabricant,
Aigle (Suisse).Laine filée et draps tout laine.
(Renouvellement du n° 990.)

Nr. 16369. — 14. September 1903, 8 Uhr.

Georg Printz & Co, Fabrikanten,
Aachen (Deutschland).

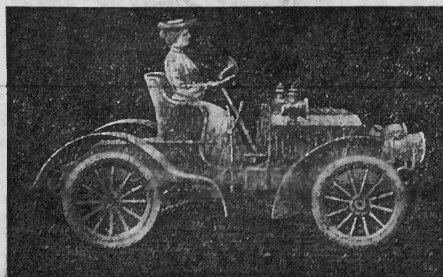
Nähnadeln.



N° 16370. — 14 septembre 1903, 6 h.

Société anonyme des Fabriques de chocolat et confiserie J. Klaus,
Loele (Suisse).

Chocolat, cacao, produits lactés et confiserie.



N° 16371. — 14 septembre 1903, 6 h.

Société anonyme des Fabriques de chocolat et confiserie J. Klaus,
Loele (Suisse).

Chocolat, cacao, produits lactés et confiserie.

Auto

N° 16372. — 14 septembre 1903, 6 h.

Manufacture Junior, Jeanneret-Droz, fabricant,
St-Imier (Suisse).

Montres, parties de montres et étuis.

AZUREA

Nr. 16373. — 14. September 1903, 6 Uhr.

Uhrenfabrik Langendorf,
Langendorf (Schweiz).

Uhren, Uhrenbestandteile und Etuis.

EOS

Nr. 16374. — 14. September 1903, 6 Uhr.

Wilhelm Holst & Sohn, Fabrikanten,
Wandsbek (Deutschland).

Mit Fruchtesenzen hergestellt Fruchtlimonade.



Löschungen. — Radiations.

N° 13407, 13408, 13409. — Henri Albert Didisheim, Chaux-de-Fonds. —
Montres, parties de montres, étuis et leurs emballages. — Radiées le
15 septembre 1903 à la demande du déposant.

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Wirtschaftliche Lage Amerikas.

Dem «Export» wird aus Boston geschrieben: Die Paniken an der Börse der Ver. Staaten wiederholen sich rapid und kommen in kurzen Zwischenräumen. Wir können sie schon fast nach Dutzenden zählen. Die Gründungsära hat den Markt mit neuen Sekuritäten überflutet, von denen sich die meisten als unverdaulich erweisen. Hunderte von Millionen dieser Sekuritäten liegen in den Banken, auf ein Publikum wartend, das willig ist, sein gutes Geld dafür hinzugeben. Das Kapital ist aber entweder nicht in genügender Menge flüssig, um sie aus den Schränken der Banken zu erlösen, oder es ist vorsichtig, um nicht zu sagen misstrauisch. Als vor zwei Jahren die Schiffsbau-Kombination (eine Vereinigung verschiedener Schiffsbau-Gesellschaften) in die Welt gesetzt wurde, notierten die Bonds der Gesellschaft 95, die Prioritäten 60, die Aktien 22. Die jetzigen Preise sind für Bonds 40, für Prioritäten und Aktien 2 — und kolne Nachfrage. Die International Mercantile Maritime Co. (der sog. Schiffstrust) notierte zur Zeit als die englischen Dampfer erworben wurden, 49 für Prioritäten, 20 für Aktien. Sie fielen in einer der Paniken auf 25 resp. 7³/₄. Aehnlich geht es mit dem Stahltrust und anderen grossen Unternehmungen. Auch solide Papiere werden an solchen Schlachttagen hart mitgenommen. Allerdings kommt die Regierung dem legitimen Börsengeschäft, und dadurch leider auch der wilden Spekulation, bereitwillig zu Hilfe; sie wirft, wenn das Geld knapp wird, eine Anzahl Millionen durch Einziehung von Bonds auf den Markt und erleichtert so die Situation. Dann geht die Aufwärtsbewegung ebenso rasch vor sich wie Lage vorher die Abwärtsbewegung. Das Publikum, das, erschreckt durch die Panik, die Werte mit Verlust auf den Markt geworfen, wird durch höhere Preise wieder zum Rückkauf angeloirelet. Aber die ganze Bewegung zeigt ein zerrüttetes Nervensystem des Geldmarktes, ein finanzielles Magendrücken, das zwar nur temporär auftritt, aber doch auf einen Krankheitszustand hinweist, der früher oder später zu einer schweren Operation führen muss. Die politischen Grössen versuchen, den sanierenden Prozess einer Operation hinauszuschieben, oder, wie sie glauben, unnötig machen zu können. Ihre Remedur ist — eine partielle Geldvermehrung, gleichbedeutend mit Geldentwertung. Die Nationalbanken hatten früher das Recht, auf 90 % des Pariwertes der von ihnen bei der Regierung hinterlegten Regierungsbonds Noten in Umlauf zu setzen. Unter der Administration Mc. Kinley's erhielten sie das

Privilegium, diese Zirkulation bis auf 100% auszudehnen. Nach dem neuesten Plan sollen sie nicht mehr gezwungen sein, nur Regierungshonds für diesen Zweck zu deponieren, sondern auch gewisse Staats-, Municipal- und Eisenbahn-Sekuritäten. Allerdings würde der Notenumlauf der Nationalbanken dadurch eine ungeheure Expansion erhalten. Wird das ein Festessen für die spekulative Börsenwelt werden. Sie ist zur Zeit übersättigt an unverdaulichen Werten, und diese Finanzpille soll ihre Magenbeschwerden wegnehmen. Die Güte der Dollars ist heute erhaben über allen Zweifel, sowohl in Amerika wie im Auslande. Sie basiert auf Regierungshonds und Regierungsgarantie. Wenn auf allen Arten von Spekulationspapieren basiert, werden Nationalbanken mit Notenzirkulation wie Pilze aus der Erde schiessen, namentlich in kleineren Städten, und hinter den Wert des Dollars wird man ein Fragezeichen setzen können.

In industrieller Beziehung zeigt die Wasserfläche nur kräuselnde Wellen. Wir segeln noch unter günstigem Wind und ruhig scheinender See. Herannahende Industriekrisen haben in der Regel als Vorläufer abrückende Preise der Stapelartikei. Davon ist zur Zeit keine Spur. Eisen und Stahl, Kohle, Fleisch, Petroleum u. s. w. ist in den letzten paar Jahren mehrfach sprunghaft unter irgend einem Vorwande oder auch ohne, meist ohne, im Preise erhöht worden, und ein Fallen derselben scheint schier zu den Unmöglichkeiten zu gehören. Diese Artikel sind zum grössten Teile von den Trusts monopolisiert, also praktisch ausser Konkurrenz, und unser Hochtarif dient den Trusts als weiches Ruhekitzen. Keln Wunder, dass sie sich aus diesem Ruhekitzen nicht die Elderdaunen rupfen lassen wollen.

Die hohen Preise der Konsumartikel aller Art haben entsprechend hohe Profite für die Korporationen im Gefolge, und davon verlangt die organisierte Arbeiterwelt ihren Anteil, wozu sie umso mehr berechtigt war, als die Steigerung der Löhne mit der Steigerung der Lebensmittelpreise nicht gleichen Schritt hielt. Der fünfmonatliche Kohlenstreik, welcher den Preis der Hartkohlen bis zu \$ 18 und der Weichkohlen bis zu \$ 42 per Ton in den Neu England-Staaten brachte, erhöhte die Haushaltungskosten der Massen noch weiter, ohne irgendwie eine Vermehrung der Einnahmen zu ermöglichen: im Gegenteil, der Mangel an Kohlen drohte sogar die zeitweise Schliessung vieler Fabriken und dadurch Brodlosigkeit für Tausende.

Der Präsident ernannte bekanntlich, als die Zustände wirklich gefährdend wurden, eine Schiedsrichterkommission, deren Befund sich zu unterwerfen die Kohlenbarone und die Arbeiter einwilligten. Die Kommission tat nach langer und eingehender Untersuchung der Verhältnisse ihren Richtspruch: den Arbeitern wurde eine Preiserhöhung zugestanden. Um aber die Kohlegesellschaften für den Ausfall an Produktionskosten zu entschädigen, wurde ein Minimalpreis für die Kohlen festgesetzt, der so hoch ist, dass er selbst nicht bis zu den höchsten Preisen (Winterpreise), die vor dem Streite existierten, zurücksinken kann. Wenn die Kohlenpreise über den von der Kommission gestateten Minimalpreis hinaussteigen, haben die Arbeiter davon eine Lohnerhöhung von 15% zu bekommen, und die Gesellschaften sacken naturgemäss den Rest ein. Die natürliche Folge dieser Befunde ist, dass nicht nur die Gesellschaften, sondern auch die Kohlenarbeiter ein direktes Interesse an der Steigerung der Kohlenpreise haben.

In Arbeiterkreisen wurde diese Entscheidung als ein grosser Sieg für die organisierte Arbeitswelt gefeiert. Präsident Roosevelts Intervention wurde dahin gedeutet, dass er die Forderungen der organisierten Arbeiter für berechtigt halte und «streikfreundlich» gesinnt sei; in der Entscheidung der Kommission sahen sie nur den einen Lichtpunkt: die zugestandene Lohnerhöhung. Dass die Kosten an das kohlenkonsumierende Publikum abgeladen, und dass ferner unbegrenzt höhere Profite für die Kohlenbarone gewissermassen legalisiert wurden, focht sie nicht an.

Es konnte nicht ausbleiben, dass Arbeiter anderer Industrien durch den Erfolg der Kohlenarbeiter ermutigt wurden, auch ihre Kräfte zu erproben.

Und so hatten wir in rascher Aufeinanderfolge eine schöne Anzahl von grossen und kleinen Streiken an Hand. Die Textilarbeiter in Lowell und Philadelphia, die Papierfabriken in Holyoke, die Bauarbeiter in New York u. s. w. streikten in grossen Massen, und manche 3 bis 4 Monate lang. Aher alle diese Streike verkrahten. Kein Präsident intervenierte, keine Kommission entschied für Erhöhung von Löhnen und noch grössere Erhöhung von Dividenden. Dennoch wird in anderen Industrien, und in denselben Industrien in anderen Landesteilen, auf Streike weitergerüstet. Die organisierte Arbeit lässt sich eben durch einige Misserfolge nicht abschrecken. Allein auch die Arbeitgeber rüsten. Es wurden unter ihnen bereits mehrere Organisationen gegründet, von denen eine, wie versichert wird, schon über 2000 Mitglieder, in allen Teilen der Ver. Staaten verstreut, zählte. Ihr Zweck ist nicht, sich auf Verteidigung zu beschränken, sondern, wenn sie sich moralisch und finanziell stark genug fühlen, auf

den Angriff überzugehen und die Organisationen der Arbeiter zu schwächen und zu vernichten.

Es wird ein schwerer, und wie es scheint unausbleiblicher Kampf für beide Seiten werden. Es ist müssig, austüfteln zu wollen, wer der gewinnende Teil sein wird; einen dauernden Sieg kann keine Seite erlechten. Die Arbeiterorganisationen mögen zerdrückt werden, sie werden wieder auf dem Plane erscheinen. Oder die Arbeiter mögen ihren Arbeitgebern beträchtliche Zugeständnisse abzwängen, geänderte Marktverhältnisse können diese eines Tages wieder wegkamtieren.

Man hat sich übrigens für diesen grossen Kampf bei Zeiten und in aller Stille vorbereitet und sich dabei selbstverständlich auf die Seite des sog. «Kapitalismus» gestellt. Ohne irgendweiches Aufsehen und fast debatenlos schuf der Kongress im Januar l. J. ein Gesetz, durch welches alle Bürger der Ver. Staaten und alle Eingewanderten, welche ihre Absicht, Bürger zu werden, kundgegeben haben, im Alter von 18—45 Jahren milizpflichtig sind. Diese Miliz steht direkt unter dem Befehl des Präsidenten, der die Offiziere ernannt und die Regimenter irgend eines Staates unter Waffen rufen und nach einem andern Staat für die Dauer von 9 Monaten in Dienst schicken kann. Equipierung, Löhnung und Disziplin ist dieselbe wie in der regulären Armee. Genau betrachtet, ist diese neue Militärorganisation nichts weiter als eine Reserve für den regulären Armee für den Dienst im Inlande. Die vorhandenen Staatsmilizen stehen unter dem betreffenden Staatsgouverneur und können nicht ausserhalb des Staates kommandiert werden. In dem Kohlenstreik in Pennsylvania hat sich, wie auch bei anderen Gelegenheiten, gezeigt, dass die Milizsoldaten mit den Streikern sympathisieren. Es hat sich dadurch der Wunsch gezeitigt, Soldaten aus anderen Staaten herbeizuziehen und dieselben unter strengere Kontrolle der Ver. Staaten zu stellen. So kam obiges Gesetz zu stande, dessen Tragweite, wie es scheint, zur Zeit hier noch nicht ganz begriffen wird.

Wenn nun beide Seiten, Arbeiter und Arbeitgeber, ihre Reihen aufrollen und einander abzuschlachten suchen, was wird die Folge sein?

Die wichtige Tatsache wird aus der Lahmlegung der betroffenen und der in Mitleidenschaft gezogenen Industrien resultieren: Erschütterung der Produktionskraft und Schwächung des Konsums. Wird der Kampf mit Erbitterung bis zur Erschöpfung geführt, dann können nach demselben Arbeiter und Arbeitgeber für geraume Zeit Arm in Arm miteinander schnorren gehen. Die Einzigen, welche in diesem Streit, wenn er wirklich ausbricht, gewinnen könnten, wären die ausländischen Konkurrenten am Weltmarkt, die manche Position zurückerobern könnten, aus der sie in den letzten Jahren verdrängt worden sind.

Einfuhr in den freien Verkehr der Schweiz.

Importation dans la circulation libre de la Suisse.

Gattung der Ware Désignation des articles	August - Août		Januar - Janvier	
	1903	1902	1903	1902
Steinkohlen — Houille	1,331,272	1,270,801	10,189,048	9,994,756
Petroleum, roh, und Petroleumdestillate Pétrole, brut, et produits de la distillation du pétrole	51,136	45,272	405,644	389,575
Schweineschmalz — Saindoux	806	1,031	10,939	10,329
Weizen — Froment	332,397	312,058	2,541,816	2,540,994
Hafer — Avoine	59,383	71,185	638,405	575,629
Gerste — Orge	4,280	1,807	49,271	39,300
Mais — Mais	62,517	70,708	378,433	445,783
Graupe, Gries, Grütze — Gruau, semoule	18,450	17,088	135,059	126,512
Mehl — Farine	23,707	24,969	181,672	224,013
Kaffee, roher — Café brut	5,419	6,165	63,180	55,851
Rohtabak — Tabac brut	6,421	6,150	45,799	45,428
Roh- und Krystallzucker, Stampf (Pils) Zucker, Abfallzucker, Trauben Zucker Sucre brut et sucre cristallisé, pilé, déchets de sucre, sucre de raisins	117,543	56,659	454,758	319,022
Zucker in Hüten, Platten, Blöcken Sucre en pains, plaques, blocs	34,350	22,889	122,530	109,168
Zucker geschnitten oder fein gepulvert Sucre coupé ou en poudre fine	21,923	11,801	104,188	95,004
hi	hi	hi	hi	hi
Wein in Fässern — Vins en fûts	36,283	39,800	773,596	723,697

Verschiedenes — Divers.

Ladefähigkeit der Güterwagen. Einige der bedeutendsten englischen Eisenbahngesellschaften sind gegenwärtig mit Versuchen beschäftigt, Güterwagen von 20, 30, 40 ja 50 t Ladefähigkeit an Stelle der bisher in Betrieb befindlichen 10 t-Wagen einzuführen.

Annoncen-Pacht:
Rudolf Mosse, Zürich, Bern etc.

Privat-Anzeigen. — Annonces non officielles.

Régie des annonces:
Rodolphe Mosse, Zurich, Berne, etc.

**Schweiz. Industriegesellschaft
in Neuhausen bei Schaffhausen.**

EINLADUNG

zur

ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Samstag, den 26. September 1903, vormittags 11 Uhr,
im Verwaltungsgebäude der Gesellschaft in Neuhausen.

Traktanden:

- 1) Verlesung des Geschäftsberichtes über das Rechnungsjahr 1902/1903.
 - 2) Abnahme der Jahresrechnung, sowie des Berichtes der Kontrollstelle und Entlastung der Verwaltungsorgane.
 - 3) Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
 - 4) Wahl von 2 Rechnungsrevisoren und 2 Suppleanten pro 1903/1904.
- Gewinn- und Verlustrechnung, Bilanz nebst Revisionsbericht liegen vom 19. September ab den Tit. Aktionären auf dem Verwaltungsbureau in Neuhausen zur Einsicht auf.
- Gegen genügenden Ausweis können gedruckte Exemplare der Rechnung und Bilanz, sowie Eintritts- und Stimmkarten ebendasselbst bezogen werden.
- Neuhausen, den 22. August 1903.

Namens des Verwaltungsrates,

[1765]

Der Präsident:

Hermann Frey.

Basler Buch- und Antiquariatshandlung

vormals **Adolf Geering**

BASEL

Die Herren Aktionäre werden hiermit zur

ordentlichen Generalversammlung

die Samstag, den 3. Oktober 1903, abends 7 Uhr, in unserem Geschäftslokal, Bäumleingasse 10, in Basel, stattfinden wird, eingeladen.

Traktanden:

- 1) Protokoll der Generalversammlung vom 9. Oktober 1902.
- 2) Rechnung auf 30. Juni 1903 mit Bericht des Verwaltungsrates und der Kontrollstelle.
- 3) Festsatzung der Dividende. (1901.)
- 4) Besetzung der Kontrollstelle.

Rechnung und Bericht des Verwaltungsrates können von den Aktionären vom 29. September 1903 an in unserem Geschäftslokale eingesehen werden. Zutrittskarten können gegen genügenden Ausweis über den Aktienbesitz vom 29. September 1903 an auf unserem Bureau bezogen werden.

Basel, den 19. September 1903.

Der Verwaltungsrat.

Rolljalousie-Pult

billig zu verkaufen.

(1899.)

Gefl. Offerten unter Chiffre Z D 2697 an Rudolf Mosse, Basel.

Steigerungs-Publikation.

Der Unterzeichnete, als Liquidator der Ostermundigen Baugesellschaft in Liquidation, bringt an den nachgenannten Tagen, jeweilen nachmittags von 4 bis 8 Uhr, in der Wirtschaft zur Waldeck, bei der Station Ostermundigen, an eine freiwillige, öffentliche

Kaufsteigerung

folgende ihr zustehenden Liegenschaften bei der Station Ostermundigen in der Waldauflur, Stadtgemeindebezirk Bern untenaus, gelegen:

A. Am 29. September 1903.

Drei Besitzungen am Stationsweg, enthaltend:

- 1) Das Wohnhaus Nr. 38 mit Hausplatz und Umschwung, Parzelle 72, Flur W, von 4,88 Aren.
Brandversicherung Fr. 71,400, Grundsteuerschätzung Fr. 77,370.
- 2) Das Wohnhaus Nr. 40 mit Parzelle 73, Flur W, von 2,93 Aren.
Brandversicherung Fr. 35,400, Grundsteuerschätzung Fr. 40,720.
- 3) Das Wohnhaus Nr. 42 mit Parzelle 74, Flur W, von 5,76 Aren.
Brandversicherung Fr. 71,400, Grundsteuerschätzung Fr. 78,340.
- 4) Ein Stück Baurrain am Breitweg, haltend nach Kataster als Parzelle 43, Flur W, 28,36 Aren.
Grundsteuerschätzung Fr. 4680.

B. Am 30. September 1903.

Zwei Besitzungen am Stationsweg, enthaltend:

- 1) Das Wohnhaus Nr. 34 mit Parzelle 47, Flur W, von 1,66 Aren.
Brandversicherung Fr. 9000, Grundsteuerschätzung Fr. 10,500.
- 2) Das Wohnhaus Nr. 36 mit Parzelle 49, Flur W, von 1,62 Aren.
Brandversicherung Fr. 9000, Grundsteuerschätzung Fr. 10,500.

Zwei Besitzungen am Burgfeldweg, enthaltend:

- 1) Das Wohnhaus Nr. 3 mit Parzelle 50, Flur W, von 1,47 Aren.
Brandversicherung Fr. 9000, Grundsteuerschätzung Fr. 10,300.
- 2) Das Wohnhaus Nr. 5 mit Parzelle 48, Flur W, von 1,37 Aren.
Brandversicherung Fr. 9000, Grundsteuerschätzung Fr. 10,300.

Zwei Besitzungen am Industrieweg, enthaltend:

- 1) Das Wohnhaus Nr. 4 mit Parzelle 56, Flur W, von 2,27 Aren.
Brandversicherung Fr. 10,000, Grundsteuerschätzung Fr. 11,900.
- 2) Das Wohnhaus Nr. 6 mit Parzelle 55, Flur W, von 2 Aren.
Brandversicherung Fr. 9900, Grundsteuerschätzung Fr. 11,200.

C. Am 1. Oktober 1903.

Zwei Besitzungen am Industrieweg, enthaltend:

- 1) Das Wohnhaus Nr. 8 mit Parzelle 57, Flur W, von 2,27 Aren.
Brandversicherung Fr. 10,000, Grundsteuerschätzung Fr. 11,900.
- 2) Das Wohnhaus Nr. 10 mit Parzelle 58, Flur W, von 2,46 Aren.
Brandversicherung Fr. 9900, Grundsteuerschätzung Fr. 11,500.

Vier Besitzungen am Burgfeldweg, enthaltend:

- 1) Das Wohnhaus Nr. 7 mit Parzelle 51, Flur W, von 1,48 Aren.
Brandversicherung Fr. 9000, Grundsteuerschätzung Fr. 10,300.
- 2) Das Wohnhaus Nr. 9 mit Parzelle 54, Flur W, von 1,37 Aren.
Brandversicherung Fr. 9000, Grundsteuerschätzung Fr. 10,300.
- 3) Das Wohnhaus Nr. 11 mit Parzelle 52, Flur W, von 1,48 Aren.
Brandversicherung Fr. 9000, Grundsteuerschätzung Fr. 10,300.
- 4) Das Wohnhaus Nr. 13 mit Parzelle 53, Flur W, von 1,37 Aren.
Brandversicherung Fr. 9000, Grundsteuerschätzung Fr. 10,300.

D. Am 2. Oktober 1903.

Vier Besitzungen am Burgfeldweg, enthaltend:

- 1) Das Wohnhaus Nr. 15 mit Parzelle 61, Flur W, von 1,48 Aren.
Brandversicherung Fr. 9000, Grundsteuerschätzung Fr. 10,300.
- 2) Das Wohnhaus Nr. 17 mit Parzelle 59, Flur W, von 1,74 Aren.
Brandversicherung Fr. 9000, Grundsteuerschätzung Fr. 10,300.
- 3) Das Wohnhaus Nr. 19 mit Parzelle 62, Flur W, von 1,48 Aren.
Brandversicherung Fr. 9000, Grundsteuerschätzung Fr. 10,300.
- 4) Das Wohnhaus Nr. 21 mit Parzelle 60, Flur W, von 1,74 Aren.
Brandversicherung Fr. 9000, Grundsteuerschätzung Fr. 10,400.

Ein Stück Baurrain am Stations- und Industrieweg, haltend nach dem Kataster als Parzelle 46, Flur W, 3,34 Aren.
Grundsteuerschätzung Fr. 150.

E. Am 3. Oktober 1903.

Sieben Besitzungen am Burgfeldweg, enthaltend:

- 1) Das Wohnhaus Nr. 8 mit Parzelle 65, Flur W, von 2,85 Aren.
Brandversicherung Fr. 19,800, Grundsteuerschätzung Fr. 22,200.
- 2) Das Wohnhaus Nr. 10 mit Parzelle 66, Flur W, von 1,80 Aren.
Brandversicherung Fr. 18,500, Grundsteuerschätzung Fr. 20,000.
- 3) Das Wohnhaus Nr. 12 mit Parzelle 67, Flur W, von 1,80 Aren.
Brandversicherung Fr. 18,500, Grundsteuerschätzung Fr. 20,000.
- 4) Das Wohnhaus Nr. 14 mit Parzelle 68, Flur W, von 1,80 Aren.
Brandversicherung Fr. 18,500, Grundsteuerschätzung Fr. 20,000.
- 5) Das Wohnhaus Nr. 16 mit Parzelle 69, Flur W, von 1,80 Aren.
Brandversicherung Fr. 18,500, Grundsteuerschätzung Fr. 20,000.
- 6) Das Wohnhaus Nr. 18 mit Parzelle 70, Flur W, von 1,80 Aren.
Brandversicherung Fr. 18,500, Grundsteuerschätzung Fr. 20,000.
- 7) Das Wohnhaus Nr. 20 mit Parzelle 71, Flur W, von 3,04 Aren.
Brandversicherung Fr. 23,800, Grundsteuerschätzung Fr. 26,800.

Gebäude Nr. 38 und 42 Stationsweg enthalten im Plainpied Verkaufslokalitäten und Wohnräume, sowie je 6 Wohnungen à 3 Zimmer, Küche und Zubehör. Nr. 40 Stationsweg enthält im Plainpied zwei Verkaufsläden, mit je einem dahinter gelegenen Zimmer, im 1. und 2. Stock und im Dachfach je eine Wohnung von 3 Zimmern etc.

Die Gebäude Nr. 34 und 36 Stationsweg, Nr. 3, 5, 7, 9, 11, 13, 15, 17, 19 und 21 Burgfeldweg und Nr. 4, 6, 8 und 10 Industrieweg sind Einfamilienhäuser à 3 Zimmer, Küche und Zubehör. Die Gebäude Nr. 8, 10, 12, 14, 16, 18 Burgfeldweg enthalten je drei Wohnungen à 2 Zimmer mit Küche und Zubehör. Nr. 20 Burgfeldweg ist ein Einfamilienhaus mit 8 Zimmern und Zubehör.

Alle Häuser sind aus Mauer erbaut und mit Ziegeln gedeckt und mit Wasser- und Gaseinrichtung versehen. Die Wohnhäuser befinden sich in ganz gutem Zustande.

Zur Besichtigung der Liegenschaften wende man sich an Herrn Lehmann, Polizist, Stationsweg Nr. 34.

Die Steigerungsdinge können von heute an bei Herrn F. Müller, Notar, Spitalgasse Nr. 36, in Bern, der jede weitere Auskunft erteilt, eingesehen werden. [1891]

Bern, den 15. September 1903.

Regierungsstatthalteramtlich
bewilligt.

Der Liquidator:

Dr. Fr. Volmar, Fürsprecher.

Aktiengesellschaft „Helvetia“

Schweiz. Kaffee-Surrogat-Fabriken
Langenthal.

Zweite ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Montag, den 28. September 1903, nachmittags 2 Uhr,
im Restaurant Meister in Langenthal.

Traktanden:

- 1) Abnahme des Geschäftsberichtes und der Rechnung pro 1902/1903.
- 2) Beschlussfassung über Verwendung des Reingewinnes.
- 3) Erneuerungswahl von zwei Mitgliedern des Verwaltungsrates.
- 4) Wahl der Rechnungsrevisoren.
- 5) Unvorhergesehenes.

Geschäfts- und Revisionsbericht stehen den Aktionären acht Tage vor der Versammlung im Bureau der Gesellschaft zur Verfügung. Ausweis-karten für die Versammlung sind vom 23. September bis und mit 26. September, abends 5 Uhr, in unserem Bureau, sowie an der Kasse der Bank in Langenthal gegen Vorweisung der Aktien erhältlich.

Am Tage der Generalversammlung werden keine Eintrittskarten mehr ausgegeben.

Namens des Verwaltungsrates.

Der Präsident: Der Sekretär:

(1876) **J. G. Künzli.** **Thomi.**

Société des Usines de Produits Chimiques de Monthey.

Messieurs les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire pour le samedi, 26 septembre 1903, à 2^h 1/2 h. de l'après-midi, au siège social, n° 2, Place St-François, à Lausanne.

Ordre du jour:

- 1° Rapport du conseil d'administration. (1813.)
- 2° Rapport des commissaires-vérificateurs.
- 3° Approbation des comptes et de la gestion.
- 4° Nomination d'un administrateur.
- 5° Nomination des contrôleurs.

Les comptes et le bilan ainsi que le rapport des contrôleurs seront à la disposition des actionnaires à partir du 10 septembre au siège social, 2, Place St-François, à Lausanne, où ils pourront retirer, sur présentation de leurs actions, leurs cartes d'admission à l'assemblée.

Le conseil d'administration.

Zu verkaufen: (1855) Zu vermieten:
Der Schimmelhof in Zürich III

(Schünthalgasse).

Geschäftshaus — Lagerhaus — Werkstätten — Stallung.

Vermietung auch geteilt.

Architekt Paul Ulrich, Zürich I.

Un jeune homme de 20 ans, ancien élève d'une école de commerce, ayant été au sortir de celle-ci une année dans la Suisse allemande, sténographe et dactylographe, libéré du service militaire, cherche emploi de

**correspondant,
comptable**

ou employé de bureau. (1872.)
Bonnes références. S'adresser sous
chiffre Z Z 7525 à
Rodolphe Mosse, Zurich.

Alleinstehende ältere
Dame oder Herr
findet (1895.)
Familienanschluss
bei kinderlosem, gebildetem Ehe-
paar in prächtiger Alpenegegend.
Offerten sub Chiffre Z O 7639
an die Annoncen-Expedition
Rodolf Mosse, Zürich.

Kaufmann.

Selbständige, erfahrene Kraft mit tüchtiger kaufmännischer und allgemeiner Bildung, sucht Stelle als Leiter od. Vertrauensposten. Reflektant ist für selbständige Geschäftsführung befähigt und besitzt sehr gute Praxis in Buchhaltung, Kassa und Korrespondenz beider Sprachen. Zeugnisse von Bank-, Handels- und Fabrikationsfirmen ersten Ranges zu Diensten. — Offerten unter Chiffre Z N 7663 an die Annoncen-Exped. Rodolf Mosse, Zürich. [1900]



(1731)

Taschen- Kalender für Kaufleute 1904.

Herausgegeben vom
**Schweiz. Kauf-
männischen Verein.**

Subskriptionspreis bis
= 20. September Fr. 1.50. =
Nachher: Fr. 2. — (1840.)

Adressen Bezugsquellen, Absatzge-
biete u. Massenadressen
aller Länder u. Branchen der Welt
lief. auf Couverts, Listen u. Streifen
geschrieben, bei Porto-Garantie (1898).
Adressen-Verlagsanstalt, Zürich II
(Gotthardstr. 56). — Telefon 5881.

Ankauf von sämtlichen alten Metallen
zum Tageskurs.
(21) **Picard freres in Biel.**

Inserate für das „Schweizerische Handelsamtsblatt“, und ausschliesslich zu adressieren an **Rodolf Mosse** in Zürich, Bern, Aarau, Basel, Biel, Chur, St. Gallen, Glarus, Lausanne, Luzern, Schaffhausen, Solothurn, Zofingen etc.